

Capitalisez, il ne restera rien !

Jean-Marie Harribey
Sous-représentant des retraités actifs

L'Humanité, Hors-série « Spécial retraites », mai 2010

Il était une fois une aimable fable racontée par les thuriféraires du capitalisme et les zéloteurs du marché. La capitalisation fut appelée au secours de la retraite collective, bien nommée « par répartition » puisque celle-ci redistribuait aux retraités une part de la richesse que les travailleurs créaient. Ces derniers honoraient ainsi leurs anciens pour leur avoir ouvert la voie de la vie et pour les encourager à continuer de créer des valeurs d'usage si bénéfiques à tous, comme le lien social et la transmission des connaissances.

Mais il arriva une chose qui agaça fort la bourgeoisie ne jurant désormais que par la finance : plus les anciens prenaient goût à la retraite à 60 ans, plus leur espérance de vie à cet âge-là s'allongeait, conduisant les idéologues en charge de répandre la bonne parole à affirmer qu'on ne pouvait échapper à l'alternative : baisser les pensions ou travailler plus longtemps. Comme ces gens-là ont une main sur leur portefeuille, mais l'autre sur le cœur, ils clamaient à tout va : « épargnez et placez dans les fonds de pension, vous serez récompensés ! » Les deux injonctions de l'idéologie bien-pensante issue du XIX^e siècle se rejoignaient : travaillez et épargnez !

Las ! La plus grave crise de l'histoire survint. On était au beau milieu de l'an 2007. En quelques mois, la valeur des actifs des fonds de pension dans les pays de l'OCDE s'effondra de 23 % en 2008. Lorsque la part des ressources d'origine financière dans les retraites était élevée, la situation des retraités se détériora beaucoup, d'autant que la crise accéléra le mouvement de passage de systèmes à prestations définies à des systèmes à cotisations définies. On comprend bien la difficulté : la *Pension Benefit Guarantee Corporation*, organisme fédéral américain chargé de gérer les retraites à prestations définies a accumulé un déficit de 33,5 milliards de dollars entre fin 2008 et le premier trimestre 2009, qui pourrait bientôt aller jusqu'à 100 milliards. Retraités et futurs retraités voyaient leurs espoirs s'envoler : en 2008, aux États-Unis, le solde des comptes détenus par les 35-44 ans avait fléchi de près de 15 % et celui des 45-54 ans de 18 %.

Le mirage qui laissait entrevoir l'infini et l'éternité au capital placé en Bourse, manière de se perpétuer par le truchement de son argent, s'évanouissait. Les experts de l'OCDE, appelés au chevet de la capitalisation malade, rédigeaient l'ordonnance : « Pour que les moins-values sur investissements ne soient pas synonymes de pauvreté pour toute une génération de retraités, [il faut] indemniser les personnes concernées en leur versant des prestations de retraite publiques ». La fable se concluait donc sur une formule miracle : privatisons les profits, socialisons les pertes.

Le voile déchiré, la vérité apparut toute nue : les fonds de pension ne créent aucune richesse, ils sont placés devant les mêmes contraintes démographiques que les organismes de retraite collectifs et, pire, ils sont soumis aux fluctuations erratiques de la Bourse.

Cela n'empêcha pas quelques économistes incorrigibles de continuer d'ânonner leurs boniments. Ainsi, Michel Aglietta (*Sud-Ouest*, 30 mars 2010) : « la capitalisation est nécessaire pour compléter la répartition ». Tous oublièrent ce qu'ils avaient appris lorsqu'ils étaient en 1^{ère} année sciences-éco : sur le plan global, c'est-à-dire macro-économique, la capitalisation ne complète rien, elle répartit au profit des détenteurs de revenus élevés des droits de tirage sur la richesse future plus élevés que ce qu'ils auraient obtenus dans un système collectif. Forcément, s'ils en prennent plus, il en reste moins pour les autres.

L'histoire ne s'arrêta pas là. Les rentiers ayant chanté tout l'été boursier se trouvèrent fort dépourvus quand la bise de la crise fut venue. Une fois renfloués par l'argent public, banquiers, managers de *hedge funds*, propriétaires de fonds de pension, spéculateurs de tous poils, se ruèrent à l'assaut de proies faciles comme la Grèce. Pour masquer leur rapacité, ils invoquèrent les prétextes de déficits publics monstrueux et de dettes publiques colossales pour exiger des rémunérations exorbitantes du risque qu'ils prétendaient courir. Le gratin de la classe bourgeoise mondiale avait compris que la crise était inhérente à sa propre logique de rentabilité financière et qu'il fallait donc pour se tirer de ce mauvais pas en faire payer le prix aux salariés et aux retraités.

La morale de cette fable est que la capitalisation conduit de temps en temps à la déconfiture des gogos qui s'y laissent prendre et dans tous les cas à la ruine de ceux qui n'y ont pas accès parce qu'il a fallu promettre monts et merveilles aux premiers. Capitalisez, il ne restera rien !